

ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE ET DU PROGRAMME DE PAYS DU BURKINA FASO

**Note préparatoire à l'atelier national
Ouagadougou, Vendredi 23 Novembre 2018**

A. Contexte

1. Le Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) du FIDA a effectué une Évaluation de la stratégie et du Programme de Pays (ESPP) au Burkina Faso en 2018. Comme prévu par le Manuel d'évaluation de IOE (version de 2015), un atelier national est organisé pour clôturer le processus d'évaluation. L'atelier national pour le Burkina Faso sera co-organisé par le Gouvernement du Burkina Faso et IOE, en étroite collaboration avec la division régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) du FIDA.

B. Objectifs

2. Les objectifs de l'atelier sont de:
 - i) Partager les principales conclusions et recommandations de l'ESPP;
 - ii) Préparer l'accord conclusif de l'évaluation et la faire signer (si possible);
 - iii) Contribuer à une réflexion sur les questions clés découlant de l'évaluation et ce pour la préparation du "Programme des opportunités stratégiques pour le pays" (COSOP par son sigle anglais), en cours d'élaboration par le FIDA et le Gouvernement.
3. L'accord conclusif est un document résumant les principales conclusions de l'ESPP et les recommandations que le Gouvernement du Burkina Faso et le FIDA conviennent d'adopter et de mettre en œuvre dans des délais précis. Le rôle d'IOE est de faciliter la préparation et la finalisation de l'accord conclusif qui sera inclus dans le rapport final de l'ESPP.
4. L'atelier verra la participation de représentants du Gouvernement Burkinabè, du FIDA (du siège à Rome ainsi que du bureau de pays), du personnel des projets financés par le FIDA, des représentants des: partenaires bi- et multi- latéraux actives dans le financement du secteur agricole au Burkina Faso, organisations des producteurs, les chambres d'agriculture, la société civile, ONG, institutions de recherche et de les collectivités locales. Une liste provisoire des participants se trouve dans la section D de cette note.

C. Atelier national

6. **Lieu et ordre du jour.** L'atelier aura lieu à Ouagadougou le 23 novembre 2018, à l'Hôtel Sopatel Silmandé. L'ordre du jour provisoire de l'atelier est présenté en annexe 1 de cette note.
7. **Invitations et documentation.** Les invitations seront envoyées à tous les participants par les Ministères en charge de l'Économie et des Finance (MINEFID) et de l'agriculture (MAAH) et par IOE-FIDA. Le MINEFID enverra les invitations à tous les acteurs gouvernementaux et partenaires bi- et multi- latéraux et le MAAH invitera les chambres d'agriculture. L'IOE-FIDA se charge d'envoyer les invitations aux acteurs de la société civile, ONG et organisations de producteurs. Le rapport de l'ESPP est le document d'information principal pour l'atelier et il sera partagé avec tous les participants avant l'atelier. Au cours de l'atelier, IOE fera une présentation audiovisuelle des principaux résultats et recommandations de l'évaluation.

8. **Groupes de discussion.** Après la présentation et discussion des principaux résultats et recommandations de l'évaluation, les participants seront divisés en trois groupes pour faciliter la discussion des actions à mener autour des recommandations. Trois thèmes sont proposés pour les travaux de groupe:

Thème 1. Approches pour un ciblage effectif des pauvres et de prise en compte de leurs besoins dans les interventions des chaînes de valeur agricoles au Burkina Faso

Thème 2. Prise en compte des défis environnementaux et d'adaptation aux changements climatiques dans les interventions du FIDA au Burkina Faso

Thème 3. Renforcement du rôle stratégique du FIDA au Burkina Faso pour un développement agricole favorable aux petits producteurs

10. **Programme de l'atelier.** Le programme provisoire de l'atelier (Annexe 1) a été élaboré pour permettre d'échanger des opinions et des points de vue entre les participants tout au long de l'événement.
11. La session sera inaugurée par **Madame le Ministre en charge de la coopération**, après les mots de Mr Oscar Garcia, Directeur de IOE-FIDA qui fera des réflexions sur les thèmes proposés. Par la suite, M. Kodjo (évaluateur principal de IOE), fera une présentation sur l'ESPP.
12. Après la pause-café, suivra une séance de discussion, puis une introduction aux groupes de travail. Les participants seront divisés en trois groupes de travail. Chaque groupe prendra en charge l'un des thèmes principaux de l'atelier ci-dessus; pour chaque groupe, un rapporteur sera désigné. Les questions d'orientation des travaux en groupes sont présentées en Annexe II.
13. Après le déjeuner, les groupes de travail seront à nouveau réunis. À la conclusion du travail en groupes, les trois rapporteurs présenteront, en séance plénière, les principales conclusions des groupes, le président de l'atelier agira comme modérateur.
14. Après la séance plénière, Mr Lisandro Martin, Directeur de la division régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA (WCA), et Mr Abdoul Barry, Chargé de portefeuille pays (WCA), feront part de leurs réflexions sur les orientations futures de la stratégie de pays au Burkina Faso.
15. L'atelier sera clôturé par Mr **le Ministre en charge de l'Agriculture**, après une synthèse faite par un responsable du MAAH qui récapitulera les points clés découlant des discussions en plénières et des travaux de groupe.

9. **Liste des participants**

La liste des institutions et des personnes à inviter à l'atelier a été déterminée en concertation avec le Gouvernement et le FIDA.

A. Ministères et institutions du secteur public

1. Ministère en charge de la coopération (5 pers.)
2. Ministère en charge de l'Agriculture (5 pers.)
3. Ministère en charge de l'élevage et ressources halieutiques (3 pers.)
4. Ministère en charge de l'environnement et changement climatique (3 pers.)
5. Ministère en charge de l'eau et de l'Assainissement (2 pers.)
6. Ministère en charge de l'entrepreneuriat (1 pers.)
7. Ministère en charge de la promotion féminine (2 pers.)
8. Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (2 pers.)
9. Direction Régionales de l'Agriculture (2 pers.)
10. Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (1 pers.)
11. Institut de Recherche en sciences appliquées et technologies (1 pers.)
12. Secrétariat Permanent – CNSR (1 pers.)
13. Secrétariat Permanent – CNDD (1 pers.)

14. Secrétariat permanent pour la promotion de la microfinance (1 pers.)

Total: 30 personnes

B. Programmes et projets financés par le FIDA

15. Projet Neer-Tamba (2 pers.)

16. Anciens staff des projets clôturés (4 pers)

17. A. Barry, CPM

18. L. Conditamde, CPO

19. S. Bejaoui, PO

20. K. Nikiema, Assistante du bureau de pays

Total: 11 personnes

C. Organisations paysannes, non gouvernementales et, secteur privé

21. Chambre Nationale d'Agriculture (1 pers.)

22. Chambres Régionales d'Agriculture (2 pers.)

23. Confédération paysanne du Faso (1 pers.)

24. Structures faïtières paysannes (2 pers.)

25. Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (1 pers.)

26. Centres de ressources en entrepreneuriat rural CREER (2 pers.)

27. Institut international d'ingénierie de l'eau et environnement (1 pers.)

28. Centre écologique Albert Schweitzer (1 pers.)

29. Maison de l'entreprise du Burkina Faso (1 pers.)

30. Réseau des caisses populaires du Faso (1 pers.)

31. Comunità Impegno Servizio Volontariato ONG-CISV (1 pers.)

32. Coopérative de prestation de services agricoles (1 pers.)

33. Millenium Challenge Account (1 pers.)

34. Partenariat mondial pour l'eau (1 pers.)

35. Supporting water, sanitation and hygiene services for life – IRC (1 pers.)

36. Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales m- SPONG (1 pers.)

37. International fertilizer development center- IFDC (1 pers.)

Total: 20

D. Partenaires – Coopération bi- et multi- latérales

38. Agence canadienne de développement international (ACDI) (1 pers.)

39. Agence Française de Développement (AFD) (1 pers.)

40. Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) (1 pers.)

41. Banque Africaine de Développement (BAD) (1 pers.)

42. Banque Islamique de Développement (BID) (1 pers.)

43. Banque Mondiale (BM) (1 pers.)

44. Bureau International du Travail (BIT) (1 pers.)

45. Coopération technique Allemande (1 pers.)

46. Coopération technique Suisse (1 pers.)

47. Coopération technique Japonaise (1 pers.)

48. Coopération technique Belge (1 pers.)

49. Coopération technique danoise (1 pers.)

50. Coordination du système des Nations Unies (1 pers.)

51. Union Européenne (UE) (1 pers.)

52. FAO (1 pers.)

53. PAM (1 pers.)

54. PNUD (1 pers.)

55. PNUE (1 pers.)

56. USAID (1 pers.)

57. ONUDI (1 pers.)

Total:20

E. Personnel du FIDA venant de Rome

- 58. M. O. Garcia, Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE)
- 59. M. L. Martin, Directeur, Division régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
- 60. M. K. M. Kodjo, Évaluateur principal, IOE
- 61. Mme Cristina Spagnolo, Assistante d'évaluation, IOE

Total: 4 personnes

F. Personnes-ressources

- 62. Mme Zenabou, Consultante nationale ESPP
- 63. Mr Idrissa Ouili, Consultant national, ESPP
- 64. Mr Hilaire Dongobada, Consultant national, ESPP

Total: 3 personnes

G. Presse nationale

- 65. ...
- 66. ...
- 67. ...

Total: 3 personnes

Grand total: 90 personnes

Évaluation du Programme de pays du Burkina Faso (ESPP)

Atelier national

Hôtel Sopatel Silmande, Ouaga, le 23 Novembre 2018

Ordre du jour provisoire de l'atelier

08h30 Enregistrement des participants

Séance plénière inaugurale - Président: Représentant du Gouvernement du Burkina Faso

09h00 – 09h15 Intervention du Représentant du bureau du Vice-président adjoint, Département de gestion des programmes du FIDA

09h15 – 09h30 Intervention de M. Oscar Garcia, Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) du FIDA

09h30 – 09h45 Intervention du Ministre de l'agriculture et de l'équipement du Burkina Faso

09h45 – 10h15 Présentation des conclusions et recommandations de l'ESPP par M. Maximin Kodjo, évaluateur principal de IOE

10h15 – 10h45 Pause-café (photos de famille)

10h45 – 11h30 Questions-réponses sur l'évaluation

11h30 – 11h45 Introduction de l'organisation des groupes de travail

11h45 – 13h00 Séances en groupes: un sur chacun des trois thèmes proposés (voir fiche séparée)

13h00 – 14h00 Pause déjeuner

14h00 – 14h30 Finalisation des discussions de groupe

Deuxième séance plénière - Président: Représentant du Gouvernement du Burkina Faso

14h30 – 15h30 Restitution par les rapporteurs

15h30 – 15h45 Pause-café

15h45 – 16h00 Réflexion sur les futures orientations de la stratégie de pays pour le Burkina Faso par M. Lisandro Martin, Directeur de la division régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA (WCA), et du M. Abdoul Barry, Chargé de portefeuille pays (WCA)

16h00 – 16h30 Déclaration finale du Représentant du Gouvernement du Burkina Faso et Clôture de l'atelier

Orientation des réflexions pour les thèmes de discussion

Thème 1. Approches pour un ciblage effectif des pauvres et de prise en compte de leurs besoins dans les interventions des chaînes de valeur agricoles au Burkina Faso

La pauvreté est fortement rurale au Burkina Faso. L'évaluation a montré une certaine cohérence dans le choix des régions appuyées, en fonction des incidences de pauvreté alimentaire et économique. Mais le choix d'une région à forte incidence de pauvreté ne garantit pas que les interventions touchent effectivement les pauvres ruraux, car il y a aussi des disparités intra régions. Le souci est d'arriver à atteindre effectivement les pauvres et groupes vulnérables, et de les faire évoluer de leur catégorie actuelle de pauvreté, vers la catégorie immédiatement supérieure, et ceci à moyen terme.

L'approche microentreprise, telle qu'elle a été implémentée jusque-là, n'a pu jouer ce rôle. De façon générale, il est reconnu le risque que les acteurs les plus faibles soient « poussés » en dehors des chaînes de valeur, et ceci est spécifiquement vrai pour les petits exploitants agricoles. L'agriculture burkinabè étant dominée par les petites exploitations familiales, parmi lesquelles celles de pauvres, il est important que le FIDA implémente l'approche de chaînes de valeur efficacement en termes de ciblage et d'intégration des pauvres dans les chaînes.

Les questions pour orienter les réflexions sont par exemple:

- i) Quels critères pour bien cibler les pauvres dans les interventions du FIDA?
- ii) Que faire pour une discrimination positive dans l'accès aux appuis par les pauvres et groupes vulnérables (jeunes et femmes)?
- iii) Quels mécanismes à mettre en place afin d'éviter l'accaparement par les gros producteurs, mais plutôt que ces derniers contribuent à extraire les plus petits de leur précarité?
- iv) Quels mécanismes pour un accès durables des petits producteurs et productrices aux micro-crédits?

Thème 2. Prise en compte des défis environnementaux et d'adaptation aux changements climatiques dans les interventions du FIDA au Burkina Faso

Le secteur agricole et rural au Burkina Faso inclut les sous-secteurs de productions: végétale, animale, halieutique et forestière. La production végétale vient en tête, en termes de poids économique, suivie de la production animale, puis forestière et halieutique. Mais en termes de dégradation des ressources naturelles, ce classement change de priorité. En effet, les quatre sous-secteurs agricoles les plus vulnérables sont: les terres (de production agricole), les ressources en eau (de surfaces et souterraines), les ressources de production animale, et la foresterie (climat et biodiversité). D'autre part les catégories sociales les plus vulnérables à ce phénomène sont parmi les populations rurales pauvres, notamment les femmes, jeunes, et petits producteurs agricoles.

Le FIDA au Burkina Faso a toujours bien soutenu la diffusion des techniques CES/DRS visant à améliorer la production agricole. Ces interventions, même si la dimension environnementale n'était pas forcément la préoccupation originale, ont contribué à une meilleure gestion des terres et des eaux pluviales. Mais il s'avère important d'aborder la question dans une perspective plus holistique et aussi sous l'angle du changement climatique. C'est avec le Neer-Tamba que des actions de cette envergure ont commencé. Cela devra s'intensifier, et le FIDA doit développer des synergies avec les autres PTF dans ce sens.

Les questions pour orienter les réflexions sont:

- i) Dans quelle mesure l'approche chaîne de valeur peut-elle être implémentée dans une perspective durable au Burkina?
- ii) Quelles opportunités de collaboration et de synergie pour des actions de gestion des ressources naturelles (au sens large)?
- iii) Comment peut-on cibler spécifiquement les catégories sociales pauvres lors des interventions de ce type?
- iv) Comment améliorer les capacités adaptatives actuelles des communautés pour accroître leur résilience face au changement climatique?

Thème 3. Renforcement du rôle stratégique du FIDA au Burkina Faso pour un développement agricole soutenu, favorable aux petits producteurs

L'évaluation a montré que le FIDA a manqué de saisir des opportunités pour accroître son engagement dans le dialogue pour l'adoption de politiques agricoles suffisamment favorables au développement de la petite exploitation, et subséquemment pro pauvres. Les réformes de décentralisation en cours au sein du FIDA devrait favoriser une disponibilité améliorée de ressources humaines, pour que le bureau pays puisse mieux remplir cette mission.

Par ailleurs, différents acteurs rencontrés par la mission d'évaluation, ont relevé l'importance de la capitalisation et de la gestion des savoirs pour le succès des interventions de développement agricole au Burkina Faso. Ils s'accordent aussi sur le fait que cela doit être arimé au système central de pilotage des interventions du secteur, pour une bonne efficacité. Malheureusement ces aspects constituent une faiblesse actuellement observée, car n'étant inclus dans les priorités et ne bénéficiant pas d'allocation suffisante de ressources. A cela, s'ajoute la faiblesse du système de suivi et d'évaluation qui ne facilite pas les choses.

Le FIDA devrait contribuer à améliorer ces aspects, et donc les questions ci-après orienteront les réflexions:

- i) Quelle contribution du FIDA pour des politiques agricoles nationales plus favorables au développement des petits producteurs?
- ii) Quelle contribution du FIDA pour une amélioration du système national de gestion des savoirs agricoles?
- iii) Quelle contribution du FIDA l'instauration effective d'une culture d'apprentissage mutuelle dans le secteur agricole au Burkina Faso?